SI·EN UNSA Education

# L'inspection

## Réalités et Prospective

Syndicat de l'Inspection de l'Education Nationale

www.unsa-education.org/sien

Bulletin bimestriel n° 87
1er septembre 2003

Un syndicalisme revendicatif et responsable pour la promotion du métier d'inspecteur au sein du service public

Rentrée 2003

# Editorial

Alors que la plupart d'entre vous était partie en vacances, la nouvelle tant attendue est enfin arrivée : une commission présidée par le Recteur Dubreuil se réunira pour tracer des perspectives relatives aux missions, aux conditions de travail, à la formation et aux carrières des inspecteurs de l'Education nationale. La première réunion de ce groupe se tiendra le 25 août. L'organisation des débats respectera la représentativité respective des organisations syndicales en se basant sur la participation à la CAPN ; il y aura donc 4 représentants du SI.EN-UNSA-Education et 1 du SNPI-fsu. Nous pourrons donc faire entendre haut et fort vos revendications en réaffirmant, en particulier, que la Hors-Echelle est le seul niveau acceptable pour une fin de carrière d'inspecteur. Nous n'acceptons pas - et n'accepterons jamais - les compromis indécents dont semblent se satisfaire nos partenaires (ou adversaires ?) syndicaux : le 820 NM en fin de carrière est une véritable insulte pour qui prétend à l'égale dignité de tous les inspecteurs.

Les modalités retenues pour la constitution du groupe de travail nous permettront donc d'affirmer nos exigences, qui sont très majoritairement celles des inspecteurs, et de nous concentrer ensuite sur les questions fondamentales de nos missions et de nos conditions de travail. A l'issue d'une année particulièrement chaotique au plan social, nous devons absolument nous projeter sur le long terme et inscrire notre réflexion dans le cadre de l'Europe naissante. Que signifiera " inspecter " demain en Europe ? Si nous en restons à la logique du particularisme national, il y a fort peu de chance que ce modèle perdure bien longtemps. Nous devons réfléchir aujourd'hui pour concevoir un modèle qui réponde vraiment à notre idéal de plus grande justice sociale. Le système éducatif français possède sans doute des avantages, mais ne pas l'interroger dans un esprit de critique constructive serait l'affaiblir à terme, et promouvoir de facto des modèles concurrentiels basés sur un libéralisme effréné dont nous avons pu apprécier les avatars nationaux l'an dernier.

C'est à ce vaste débat que le Bureau National vous invite pour préparer notre Congrès qui se tiendra fin mars à Montpellier.

Mais d'autres échéances, plus urgentes encore, s'imposent à nous : dès fin septembre les listes des candidats aux élections professionnelles devront être transmises aux rectorats. Il n'y a donc que fort peu de temps pour se préparer et pour se mobiliser. Dans le contexte du débat mené par le recteur Dubreuil, ces élections prennent une importance encore plus grande qu'à l'accoutumée. Aucune voix ne doit manquer pour dire nos exigences ; voter et faire voter pour le SI.EN, c'est affirmer clairement les revendications de tout un corps, c'est dire que nous refusons les demi-mesures et que nous sommes unis pour défendre notre avenir, dans la perspective d'un idéal social qui nous rattache à notre fédération.

Des élections professionnelles, un Congrès, un débat devant déboucher sur des propositions capitales pour notre avenir : 2003-2004 sera décidemment une année scolaire particulièrement chargée. Tous ensemble nous devons nous mobiliser pour qu'elle soit une réussite pour notre syndicat et pour notre profession.

Se syndiquer au SI.EN, ce n'est pas réagir, c'est agir ! Rejoindre le SI.EN, quels que soient sa situation (actif ou retraité), sa position (stagiaire, titulaire ou chargé de mission), son grade et sa spécialité, ce n'est pas se défendre contre un avenir que nous redoutons, c'est se battre pour construire l'avenir que nous souhaitons.

Et n'oubliez pas : se syndiquer au SI.EN, c'est bien. Le faire savoir et amener d'autres collègues à rejoindre le SI.EN, c'est mieux encore !

Excellente rentrée à tous.

*Patrick ROUMAGNAC*

## Les enjeux d'un corps unique d'inspection

Tous les inspecteurs sont porteurs des mêmes finalités, objectifs et stratégies définis par le Ministère de la jeunesse, de l'Education nationale et de la recherche. Chacun d'entre nous exerce des fonctions de responsabilité liées à des missions communes d'évaluation et de pilotage des structures locales du système éducatif. Nous fondons notre action quotidienne sur une expertise pédagogique concernant un niveau d'enseignement, une spécialité ou une discipline.

La réduction du nombre de corps d'inspection, engagée dès 1990, a pour effet de rendre plus lisible la fonction d'inspection. Il s'agit de poursuivre cette dynamique sans pour autant faire disparaître les spécificités justifiées par des nécessités fonctionnelles. Le système éducatif a réellement besoin de mieux répondre aux enjeux actuels de cohérence et de continuité : il paraît évident qu'un statut identique faciliterait le travail en réseaux et en équipe. D'ailleurs de nombreuses initiatives locales prouvent que cela est déjà en marche dans les faits et dans les esprits (liaison CM2/6ème ; doyen commun ; inspections concertées ; évaluations d'établissements etc.).

Le nouveau corps d'inspection, réunissant les actuels IEN et IA-IPR, doit constituer une entité plus forte, plus crédible et donc mieux reconnue par les différents interlocuteurs et partenaires. S'agissant de deux corps qui exercent les mêmes missions et qui n'ont pas de relation de type hiérarchique, une fusion ne peut que renforcer la position des uns et des autres en rendant plus crédible la fonction d'inspection.

*Daniel GAUCHON*

## Message aux inspecteurs stagiaires

Le Bureau National du SI.EN-UNSA Education adresse ses plus chaleureuses félicitations aux collègues qui ont réussi le concours d'IEN ou d'IA-IPR, et leur souhaite la bienvenue dans le corps des inspecteurs.

La situation des stagiaires IEN et IA-IPR a fortement évolué depuis la rentrée 2001 puisque IEN-ET, IEN-IO et IA-IPR sont affectés directement sur poste vacant à l'issue de leur réussite au concours.

Si le positionnement des IEN "1er Degré" s'inscrit dans la continuité, celui relatif à nos collègues en responsabilité dite "limitée", dès leur première année d'exercice, a conduit le SIEN-UNSA à interpeller à plusieurs reprises la DPATE puis la DE sur cette nouvelle modalité.

En effet, au regard de cette première année de fonctionnement de ce nouveau régime, certains collègues stagiaires IEN-ET, IEN-IO et IA-IPR se sont retrouvés en situation de plein exercice et ont parfois éprouvé de grandes difficultés à gérer en parallèle le quotidien et l'alternance à la sous-direction de la formation.

Le SIEN-UNSA Education réaffirmera lors des prochaines audiences prévues avec le Ministère son soutien aux collègues stagiaires qui, forts du caractère inter-catégoriel de leur formation, s'inscrivent dans la logique du corps unique d'inspecteurs.

Nous réaffirmerons notre attachement à un traitement égalitaire du régime indemnitaire entre les collègues IEN-ET, IEN-IO et IA-IPR. Enfin, comme nous l'avons encore démontré lors des CAPA d'avril et juin derniers le SIEN-UNSA soutiendra la demande de mutation en fin de première année d'exercice de ceux qui n'ont pu obtenir une première affectation conforme à leurs voeux.

Nous invitons les stagiaires IEN et IA-IPR à rejoindre notre syndicat. Des membres du Bureau National leur rendront visite à la sous-direction de la formation de Poitiers pour leur témoigner de notre soutien et de notre volonté de faciliter leur intégration dans le corps d'inspection.

*Le Bureau National*

**Le SI.EN, c'est l'attachement aux valeurs d'indépendance, de démocratie, de laïcité et de solidarité.**

**Le SI.EN, c'est la volonté constante d'évoluer et de progresser dans l'intérêt du service public.**

**Le SI.EN, c'est la conviction forte de la capacité d'adaptation du système éducatif aux besoins des élèves.**

**L'inspection n° 87**
Directeur de la publication :
**Patrick ROUMAGNAC**
Maquette : **Daniel GAUCHON**
Commission paritaire : **3 323 D73 S**
ISSN : **1251-2028**
Imprimerie et photocomposition : **UNSA**
Le prix du numéro est compris dans la cotisation syndicale. Pour les personnes extérieures au secteur de syndicalisation couvert par le SIEN, le prix du numéro est de 7,50 euros, l'abonnement annuel de 50 euros.
**SI.EN - UNSA Education**
23 Rue Lalande - 75014 PARIS
Tél : 01 43 22 68 19
Fax : 01 43 22 88 92

# Rentrée 2003

## Un syndicat

**- représentatif de tous les inspecteurs du premier degré, de l'enseignement technique et professionnel, de l'information et de l'orientation, des collèges et des lycées**

Le SI.EN est le syndicat le plus important parmi les syndicats d'inspecteurs (son nombre d'adhérents est largement supérieur à l'ensemble des autres syndicats d'inspecteurs).

**- démocratique, indépendant, unitaire et pluraliste**

**- connu et reconnu par tous les partenaires, les collectivités locales, les associations et les organismes professionnels**

**- solidaire, au sein de l'UNSA Education, des personnels enseignants et non enseignants des secteurs de l'Education, de la recherche et de la culture.**

**Un engagement syndical fort au service des inspecteurs**

## Le seul syndicat d'inspecteurs

**• à siéger au Comité Technique Paritaire Ministériel de l'Education nationale et au Conseil Supérieur de l'Education**

**• à avoir obtenu, depuis le décret statutaire, des avancées significatives, notamment :**

- accélération du déroulement de la carrière des IEN
- élargissement du taux de passage des IEN à la hors classe de 30 à 35% puis à 40%
- accès à l'échelle lettre A pour tous les IEN hors classe

**• à défendre les situations individuelles sans perdre de vue l'intérêt collectif.**

## Une stratégie syndicale cohérente ...

- revendication **d'un corps unique d'inspection aux missions diversifiées** réunissant les actuels IEN et IA-IPR, pour constituer **une entité plus forte, plus crédible et donc mieux reconnue**
- défense de l'égale dignité de personnels d'encadrement qui exercent les mêmes missions : **même régime indemnitaire et même gestion de carrière**

## ... qui vise un objectif clair :

**L'amélioration de la situation de <u>tous les inspecteurs</u> pour assurer à chacun une réelle promotion par rapport à son corps d'origine et une juste reconnaissance des responsabilités qu'il exerce.**

# Le site Internet du SI.EN

**www.unsa-education/sien**

Le site Internet du SI.EN est désormais un outil indispensable de la vie syndicale. Son audience s'est accrue de manière significative avec une moyenne de cent cinquante connexions chaque jour. Il répond aux objectifs que s'est fixés le Bureau National :

### 1 - Fournir aux syndiqués une information performante en permanence actualisée

Une page d'accueil permet d'un seul coup d'oeil de découvrir un message bref sur la vie syndicale (Flash) et une page de titres présente la liste des documents mis en ligne récemment sur le site (Actualité).

Les documents sont classés par dossiers thématiques avec une organisation chronologique et un code de couleur permettant d'identifier facilement les analyses syndicales (fond ocre), les textes officiels (fond jaune) et les autres (fond vert).

On y trouve notamment dès leur publication les principaux articles du bulletin bimestriel qui pour des raisons de fabrication et de routage parvient aux adhérents dans un délai moyen d'un mois.

### 2 - Renforcer la participation des adhérents à la vie syndicale

Un espace mis à disposition des sections départementales et académiques doit offrir une plus grande place à l'expression de la diversité des réalités locales.

Des messages sont régulièrement adressés aux adhérents qui ont communiqué leur adresse électronique.

Enfin, nous vivons dans un système complexe où chacun est producteur potentiel d'informations susceptibles d'intéresser l'ensemble des collègues : c'est aussi grâce au développement d'un tel système en réseau que peut se renforcer l'efficacité syndicale.

**Sur le site Internet un espace est réservé aux seuls adhérents.**

On y trouve notamment toutes les informations « sensibles » telles que les résultats des CAPN, les textes soumis à concertation par le ministère ou les documents syndicaux sur lesquels le Bureau National consulte les adhérents.

# Hors classe : promotion ou ségrégation ?

Il semble bien que, quelque soit le corps d'inspection, la hors classe soit toujours aussi mal vécue. Il faut dire que les attentes des personnels et les représentations de l'administration sont totalement divergentes et ainsi ce qui devrait constituer un élément de dynamisation du corps se traduit par une frustration supplémentaire.

Statutairement fondée sur la notion de mérite, la hors-classe est actuellement totalement inadaptée à cet objectif pour au moins deux raisons :

**- il est impossible de définir un " mérite " en l'absence de critères objectifs et reconnus ;**

**- l'exercice de fonctions particulières n'est pas en soi un critère qualitatif, sauf à considérer qu'il y aurait plus de mérite à conseiller un recteur que des enseignants.**

Cette situation n'aurait qu'une importance mineure si elle n'entraînait de facto des comportement absurdes et contre-productifs ; au lieu de rechercher les complémentarités dans leurs pratiques, les inspecteurs développent des stratégies concurrentielles qui ne visent qu'à valoriser leurs qualités individuelles, par comparaison à celles d'autrui - supposées par nature inférieures - et non à promouvoir un service public plus efficace répondant mieux aux demandes des utilisateurs.

D'autre part, dans tous les corps d'inspection, l'accès à la hors classe est pour les inspecteurs la seule manière d'obtenir une réelle reconnaissance de leur engagement professionnel. Comment expliquer en effet qu'un IA-IPR puisse être bloqué à la hors échelle lettre A et se retrouve ainsi dans une position équivalente à celle qui eût été la sienne s'il était resté dans son corps d'origine en y manifestant son excellence d'enseignant ? Le parallèle avec les IEN est ici saisissant. Les mêmes causes produisant du reste logiquement les mêmes effets, c'est ainsi que les uns et les autres ne peuvent voir dans le passage à la hors classe qu'une légitime évolution de leur carrière et doivent donc pouvoir y accéder avant leur départ en retraite.

C'est a contrario le maintien dans la classe normale qui apparaît comme une sanction d'autant plus insupportable qu'elle s'accompagne le plus souvent d'une appréciation positive !.

Il est grand temps aujourd'hui d'interroger et de remettre en cause ce mode de gestion qui a largement fait la preuve de son inefficacité ! Compte tenu de l'échelonnement indiciaire de la classe normale, la hors classe ne peut plus être considérée comme une récompense réservée à quelques happy few. C'est pourquoi le SI.EN-UNSA Education propose, dans l'attente d'un recalibrage des carrières des inspecteurs tenant compte de l'évolution des corps d'origine et de la complexité croissante des responsabilités exercées, que la hors classe des IA-IPR soit portée à 40% de l'effectif du corps et que les critères d'accès soient clairement définis dans le cadre de négociations avec le ministère. Ceci imposera à coup sûr de remettre en cause les détestables habitudes prises par l'administration en matière de gestion des promotions, mais aussi de bousculer assez fortement les pratiques quelques peu consensuelles que certains font prévaloir au sein de la CAPN des IA-IPR, allant jusqu'à cautionner la durée de huit années requise dans ce corps pour l'accès à la hors-classe.

*Patrick ROUMAGNAC*

# Budget de fonctionnement

## Pour une gestion transparente adaptée aux besoins du service public

En ce qui concerne les frais de déplacement, suite à la réduction de 20% des budgets de fonctionnement, le Bureau National s'est fixé les orientations suivantes :

1 - rappel du mot d'ordre permanent de limiter les déplacements aux enveloppes attribuées. Si l'enveloppe ne permet pas de répondre au plan de travail prévu, on pourra éventuellement demander au supérieur hiérarchique de définir les priorités ;

2 - proposition d'envoi dans chaque académie et dans chaque département d'un courrier collectif au chef de service (Recteur ou DSDEN) pour attirer son attention sur les difficultés que la réduction des crédits va entraîner sur le fonctionnement du service (voir modèle de lettre dans le bulletin n°86 et sur le site - Rubrique «Dossiers» / «Frais de déplacement» ;

3 - intervention des responsables académiques pour obtenir de chaque recteur que les personnels d'inspection disposent des moyens nécessaires à l'exercice de leurs missions ;

4 - mise en oeuvre au plan local de toutes les formules permettant d'éviter que les personnels doivent faire l'avance à l'Etat des sommes engagées pour les déplacements (bons de transports et abonnements) et qu'ils puissent obtenir des remboursements rapides et identifiés, y compris pour les déplacements urbains qui, conformément à la circulaire du 22-9- 2000, " peuvent être pris en charge sous la forme d'une indemnité forfaitaire ".

# Quelques raisons pour un IEN EG/ET de se syndiquer (ou re-syndiquer) au SI.EN

**Vous serez représenté par des collègues qui connaissent bien les contours et les difficultés du métier.**

Les élus du SI.EN ont toujours œuvré pour une clarification des missions, une égalité de traitement des inspecteurs qu'ils interviennent en lycées, collèges, lycées professionnels, écoles.

Les interventions des commissaires paritaires du SI.EN en CAPN sont toujours fondées sur la défense des droits de chaque inspecteur dans le respect de règles sans lesquelles il ne saurait y avoir de gestion équitable ; leur action pour obtenir la transparence dans la gestion des emplois permet d'espérer, à court terme, un état des lieux et une amélioration de la situation dans certaines disciplines et dans certaines académies.

L'écoute et l'aide apportées par le SI.EN aux stagiaires tout au long de leur formation, lors de leur première affectation et de leur titularisation est constante et prend en compte les souhaits et difficultés de chacun.

La présence du SI.EN au Conseil Supérieur de l'Éducation permet aux inspecteurs d'être présents dans l'une des plus importantes instances de concertation du Ministère de l'Education nationale.

Le SI.EN est le seul syndicat à se battre actuellement pour une revalorisation de l'indemnité de charges administratives des IEN EG ET et IO et pour une égale reconnaissance de nos missions avec celles des collègues IA-IPR.

**Vous viendrez renforcer ou conforter un groupe de pression dont l'importance sera déterminante dans les discussions sur l'évolution des missions et des statuts des corps d'inspection qui vont s'engager dès la rentrée.**

**Vous contribuerez à faire entendre la voix des inspecteurs sur les dossiers relatifs à l'enseignement technique et professionnel.**

Les rencontres avec les conseillers du ministre nous permettent, au regard de notre connaissance des systèmes de formation professionnelle, de nous placer d'une part en analyste des propositions et, d'autre part, en qualité d'experts à même de formuler des propositions.

Vous trouverez sur le site du syndicat un document présentant, pour chaque chantier annoncé par le ministère lors de sa conférence de presse du 13 novembre 2002, les remarques et les propositions du SI.EN (Rubrique «Dossiers» / «Secteur professionnel second degré»).

**Cette attitude volontariste reflète notre engagement pour :**

- moderniser l'appareil de formation professionnelle ;
- favoriser la lisibilité des parcours de formation au lycée professionnel ;
- renforcer l'articulation entre la voie professionnelle et technologique ;
- valoriser le statut du jeune en formation professionnelle sous statut scolaire.

**Au sein de l'UNSA Education, fédération qui rassemble aussi la plupart des chefs d'établissements et des CASU avec lesquels les IEN travaillent quotidiennement, vous viendrez renforcer ou conforter un groupe de pression dont l'importance sera déterminante dans les discussions qui vont s'engager à la rentrée sur le dossier de la formation professionnelle.**

*Marie-Paule COLLET*
*Secrétaire générale adjointe*
*du secteur second degré*

# Pourquoi adhérer au SI.EN quand on est IEN-IO ?

D'abord, parce-qu'il est important pour tous les inspecteurs de se retrouver dans un syndicat représentatif et fort. Le SIEN regroupe tous les inspecteurs du 1er et du second degré. Il lutte pour que leur formation et leur carrière correspondent aux niveaux de leurs responsabilités. Les inspecteurs qui travaillent dans le champ de l'orientation, qu'ils soient CSAIO ou IEN-IO ont des missions transversales, qui s'exercent en collégialité, il est donc particulièrement important pour eux de rejoindre dans un syndicat, le SIEN, et une fédération, l'UNSA, les autres cadres du système éducatif.

Se syndiquer au SI.EN, c'est aussi, pour chacun individuellement, la possibilité de bénéficier des informations et des éventuels moyens de défense que le SIEN apporte à chaque adhérent.

Mais surtout, dans la conjoncture actuelle où les inspecteurs chargés du pilotage de l'information, de l'orientation et de l'insertion doivent être présents et entendus, la voie syndicale est essentielle pour être force de propositions.

Au SI.EN le débat est libre, chacun peut s'exprimer en toute clarté, plus nous serons nombreux, plus notre réflexion sera féconde et nous avons la certitude que les spécificités de notre rôle et de nos compétences seront défendues.

*Francine GROSBRAS*
*Secrétaire générale adjointe*
*du secteur Information et orientation*

L'efficacité de l'action syndicale repose en grande partie sur le fonctionnement d'un réseau de militants solidement organisé sur lequel est fondée la très forte représentativité du SI.EN.

# Les responsables académiques

| | | | |
|---|---|---|---|
| **AIX MARSEILLE** | **M. BOLINET Jean-Marc** - LH<br>Rectorat - Place Lucien Playe - 13621 AIX EN PROVENCE CEDEX | | 04 42 93 88 29 |
| **AMIENS** | **M. HOIN Guylain** - Circonscription de Amiens 1<br>Inspection Académique - 4 rue Germain Bleuet - BP 2607 - 80026 AMIENS CEDEX 1 | | 03 22 71 25 04 |
| | **Mme ILEF Irène** - EG<br>Rectorat - 20 boulevard d'Alsace Lorraine - BP 2609 - 80026 AMIENS CEDEX | | 03 22 82 39 12 |
| **BESANCON** | **M. COLIN René** - Circonscription de Luxeuil<br>École du Mont Valot - 4 rue Lacépède - 70300 LUXEUIL LES BAINS | | 03 84 40 12 10 |
| | **M. GERARD Francis** - STI<br>Rectorat - 10 rue de la Convention - 25030 BESANCON CEDEX | | 03 81 65 74 51 |
| **BORDEAUX** | **M. GAUCHON Daniel** - Circonscription de Pau 1<br>2 place d'Espagne - 64038 PAU CEDEX | | 05 59 82 22 41 |
| | **M. CORNUEY Jean-Marie** - EG<br>Rectorat - 5 rue Joseph Carayon Latour - BP 935 - 33060 BORDEAUX CEDEX | | 05 53 04 64 41 |
| **CAEN** | **M. GILLIOT Pierre** - Circonscription de Caen Est<br>Inspection Académique - BP 36 - 14208 HEROUVILLE ST CLAIR CEDEX | | 02 31 45 95 18 |
| | **Mme VERDIER Lyliane** - SBSSA<br>Rectorat - 168 rue Caponiere - BP 6184 - 14034 CAEN CEDEX | | 02 31 30 15 66 |
| **CLERMONT FD** | **M. ROUMAGNAC Patrick** - Circonscription de Clermont Ville<br>Inspection Académique - Rue Pélissier - 63034 CLERMONT FERRAND CEDEX | | 04 73 60 98 55 |
| | **M. VEYSSEYRE Michel** - EG<br>Rectorat - 3 rue Vercingétorix - 63033 CLERMONT FERRAND CEDEX | | 04 73 99 35 29 |
| **CRETEIL** | **M. BECRET Guy** - Circonscription de Pierrefitte<br>Parc Lemaitre - 65 rue Étienne Dolet - 93380 PIERREFITTE | | 01 48 29 74 71 |
| | **M. CAZE Serge** - EG<br>Rectorat - 4 rue Enesco - 94010 CRETEIL CEDEX | | 01 49 81 65 50 |
| **DIJON** | **M. GRIVOT Gérard** - Circonscription de Dijon Centre<br>10 rue Camille Flammarion - 21000 DIJON | | 03 80 71 32 00 |
| | **M. DUVERNE Alain** - STI<br>Rectorat - 51 rue Monge - BP 1516 - 21033 DIJON CEDEX | | 03 80 44 87 13 |
| **GRENOBLE** | **Mme DROUARD Françoise** - Circonscription de Passy<br>175 rue Paul Corbin - 74190 CHEDDE | | 04 50 93 64 17 |
| | 2nd degré : à désigner | | |
| **GUADELOUPE** | **M. GRENIER André** - Circonscription de SAINTE ROSE | | |
| | **Mme THEODORE Gina** - EG<br>Rectorat - Assainissement - BP 480 - 97164 POINTE A PITRE CEDEX | | 05 90 93 83 83 |
| **GUYANE** | A désigner | | |
| **LILLE** | **M. LARCHANCHE Michel** - Circonscription de Dunkerque Centre Adj IA<br>7 rue Nationale - BP 369 - 59385 DUNKERQUE CEDEX 1 | | 03 28 65 92 30 |
| | **M. DECOFOUR Régis** - STI<br>Inspection Académique - Boulevard de la Liberté - SP 16 - 62021 ARRAS | | 03 21 23 82 04 |
| **LIMOGES** | **M. BUSTREAU Christian** - Circonscription de Brive Nord<br>2 rue Dumyrat - 19100 BRIVE LA GAILLARDE | | 05 55 92 81 81 |
| | **Mme BRAGARD Danielle** - EG<br>Rectorat - 13 rue François Chénieux - 87031 LIMOGES CEDEX | | 05 55 11 43 36 |
| **LYON** | **M. DUPART Hubert** - Circonscription de Lyon Tassin la Demi Lune<br>192 avenue B Buyer - 69009 LYON | | 04 78 25 03 50 |
| | **Mme CREUZET Isabelle** - EG<br>Rectorat - 92 rue de Marseille - BP 7227 - 69365 LYON CEDEX | | 04 72 80 60 60 |
| **MARTINIQUE** | 1er degré : à désigner | | |
| | **M. GRARE Gaston** - Maths<br>Rectorat - Site Tartenson - BP 638 - 97269 FORT DE FRANCE CEDEX | | 05 96 52 25 00 |
| **MONTPELLIER** | A désigner | | |
| | **M. DE GUNTEN James** - EG<br>Rectorat - 31 rue de l'Université - 34064 MONTPELLIER CEDEX | | 04 67 91 49 83 |

# Rentrée 2003

## et les responsables de secteur 2nd degré

| | | |
|---|---|---|
| **NANCY METZ** | **M. MARTIN-KELLIE Gérard** - Ang | |
| | Rectorat - 2 rue Philippe de Gueldes - 54035 NANCY CEDEX | 03 83 86 22 63 |
| | **M. ROYER Claude** - STI | |
| | Rectorat - 2 rue Philippe de Gueldes - 54035 NANCY CEDEX | 03 83 86 22 36 |
| **NANTES** | **M. LEJOP Bruno** - Circonscription de Nantes St Sébastien | |
| | 2 rue du 8 mai 1945 - 44230 SAINT SEBASTIEN SUR LOIRE | 02 40 34 46 63 |
| | **M. AVELINE Patrick** - STI | |
| | Rectorat - Chemin de la Houssinière - BP 972 - 44326 NANTES CEDEX | 02 40 37 38 97 |
| **NICE** | **M. QUINCHON Dominique** - Circonscription de Toulon Var AIS | |
| | Groupe scolaire "Port Marchand" - 20 rue Robert Schumann - 83000 TOULON | 04 94 41 24 31 |
| | **Mme FARAMIA Michèle** - EG | |
| | Rectorat - 53 avenue Cap de Croix - 06081 NICE CEDEX | 04 93 53 73 24 |
| **ORLEANS TOURS** | **Mme GUIBERT Annie** - Circonscription de Orléans Adj IA | |
| | Inspection Académique - 19 rue Eugène Vignat - 45043 ORLEANS CEDEX 1 | 02 38 53 14 00 |
| | **M. BUCHETON François** - STI | |
| | Rectorat - 21 rue St Etienne - 45043 ORLEANS CEDEX | 02 38 79 39 13 |
| **PARIS** | **M. BRANCA Jean-Marie** - Circonscription de Paris 03 | |
| | 16 rue de la Brêche aux Loups - 75012 PARIS | 01 43 43 13 59 |
| | **M. BOUGAULT Francis** - EG | |
| | Rectorat - 94 rue Gambetta - 75984 PARIS CEDEX 20 | 01 44 62 40 40 |
| **POITIERS** | **Mme PHILIPPE Martine** - Circonscription de Royan | |
| | 35 rue du Château d'Eau - 17200 ROYAN | 05 46 39 28 72 |
| | **M. DUBOIS François** - STI | |
| | Rectorat - 5 cité de la Traverse - BP 625 - 86022 POITIERS CEDEX 19 | 05 49 54 70 38 |
| **REIMS** | **M. LAMBERT Roland** - Circonscription de Revin | |
| | 69 rue Victor Hugo - BP 43 - 08501 REVIN | 03 24 40 13 60 |
| | **M. GUILLAIN Denis** - EG | |
| | Rectorat - 1 rue Navier - 51084 REIMS CEDEX | 03 26 05 68 30 |
| **RENNES** | **M. LE FUR Daniel** - Circonscription de Lorient Nord | |
| | 16 rue du Poulorio - BP 2122 - 56321 LORIENT CEDEX | 02 97 84 81 89 |
| | **M. BLANCHARD Jean-Pierre** - EG | |
| | Rectorat - 96 rue d'Antrain - 35044 RENNES CEDEX | |
| **REUNION** | **Mme SECRETTAND Jacqueline** - Circonscription de Le Tampon 2 | |
| | 45 rue Alverdy - 97430 LE TAMPON | 02 62 27 17 56 |
| **ROUEN** | **M. BEAUDOIN Jacques** - Circonscription de Louviers AIS | |
| | Ecole Jean Moulin - Rue de la Trinité - BP 511 - 27445 LOUVIERS CEDEX | 02 32 40 13 24 |
| | **M. SAUSSAYE Yves** - HF | |
| | Rectorat - 25 rue Fontenelle - 76037 ROUEN CEDEX 1 | 02 35 14 75 00 |
| **STRASBOURG** | **M. SCHANTE Patrick** - Circonscription de Molsheim | |
| | 1 rue Charles Mistler - BP 168 - 67125 MOLSHEIM CEDEX | 03 88 38 11 66 |
| | **Mme LUTZWEILLER Janine** - EG | |
| | Rectorat - 6 rue de la Toussaint - 67081 STRASBOURG CEDEX | 03 88 23 37 64 |
| **TOULOUSE** | **M. BONICHON Alain** - Circonscription de Hte Garonne 14 | |
| | Square du 11 Novembre 1918 - 31120 PORTET SUR GARONNE | 05 61 72 44 08 |
| | **M. LEYNAUD Patrick** - EG | |
| | 1 allée des Pionniers de l'Aéropostale - 31400 TOULOUSE CEDEX | 05 62 47 68 72 |
| **VERSAILLES** | **M. WEILL Éric** - Circonscription de Elancourt | |
| | 2 avenue de la Villedieu - 78990 ELANCOURT | 01 30 62 91 99 |
| | **Mme LEFEVRE Marie-José** - EG/AF | |
| | Rectorat - 3 boulevard de Lesseps - 78017 VERSAILLES CEDEX | 01 30 83 44 44 |

# Rentrée 2003

## Les membres du Bureau National

### Des hommes et des femmes au service de tous les inspecteurs syndiqués

**Secrétaire général**
**ROUMAGNAC** Patrick
Circ. de Clermont Ville
Inspection Académique
63034 CLERMONT- FD
Tél : 04 73 60 98 55

**SG Adjointe 2nd degré**
**COLLET** Marie-Paule
Rectorat de Montpellier
31 rue de l'Université
34064 MONTPELLIER
Tél : 04 67 91 49 86

**SG Adjoint 1er degré**
**GAUCHON** Daniel
Circ. de Pau 1
2 place d'Espagne
64038 PAU Cedex
Tél : 05 59 82 22 41

**SG Adjointe secteur IO**
**GROSBRAS** Francine
Inspection Académique
Centre commercial Parly 2
78154 LE CHESNAY
Tél : 01 39 23 60 00

**Trésorier**
**DE GUNTEN** James
Rectorat de Montpellier
31 rue de l'Université
34064 MONTPELLIER
Tél : 04 67 91 49 83

**BILAK** Jean
67 rue Thomas Dubosc
76000 ROUEN
Tél : 02 32 08 00 54

**CADEZ** André
Rectorat de Lille
20 rue Saint-Jacques
59033 LILLE Cedex
Tél : 03 20 62 30 86

**GRARE** Gaston
Rectorat de Martinique
Site Tartenson - BP 638
97269 FORT DE FRANCE
Tél : 05 96 52 25 00

**LESPES** Bernard
IEN-IO
Inspection Académique
2 place d'Espagne
64038 PAU Cedex
Tél : 05 59 82 22 04

**LEVEQUE** Marthe
Circ. de Hyères
20 rue Léon Gautier
83400 HYERES LES PALMIERS
Tél : 04 94 65 38 68

**MARIE** Alain
Rectorat de Dijon
51 rue Monge - BP 1516
21033 DIJON Cedex
Tél :03 80 44 84 00

**MARTIN** Jean-Pierre
Circ. de Nïmes Adj IA
Inspection Académique
58 rue Rouget de Lisle
30000 NIMES
Tél : 04 66 62 86 00

**MOSSÉ** Alain-Michel
CNEFEI
60 avenue des Landes
92150 SURESNES
Tél : 01 41 44 31 00

**PETIT** Jean-Marc
Circ. de Lille AIS
238 rue de Paris
59800 LILLE
Tél : 03 28 36 58 70

**PHILIPPE** Martine
Circ. de Royan
32 rue du Château d'Eau
17200 ROYAN
Tél : 05 46 39 28 72

Représentant des retraités
**QUEMIN** Jean-Claude
32 rue Dufay
76100 ROUEN

**QUINCHON** Dominique
Circ. Var ouest AIS
Gr. scolaire Port Marchand
20 rue R. Schumann
83000 TOULON
Tél : 04 94 41 24 31

**RONDEL** Yves
Circ. de Granville
Rue de la Fontaine - BP 434
50404 GRANVILLE Cedex
Tél : 02 33 50 31 52

**BUSTREAU** Christian
Circ. de Brive Nord
2 rue Dumyrat
19100 BRIVE LA GAILLARDE
Tél : 05 55 92 81 81

**Secrétaire**
**ROUHAU-RABAU** Evelyne

## Retraites et retraités

# Attention ! Entreprise en démolition : chantier interdit au public

On avait noté quelques principes déclaratifs apaisants, puis on avait pointé quelques prises de position des uns, aussitôt contredites par les autres ; on avait ensuite enregistré des contre-vérités, puis des mensonges, avant de déboucher sur la réalité dans la force de la loi.

Aujourd'hui, le texte est connu et même voté. Son passage devant le Sénat n'en altérera plus l'esprit ni la portée.

En remettant en cause le Code des pensions, la loi sur la réforme des retraites porte atteinte au statut général de la Fonction publique.

Trois points essentiels en administrent la preuve et concerneront les actuels retraités :

- l'abandon de l'indexation des pensions civiles et militaires sur le traitement des actifs. Désormais, la revalorisation des pensions sera fonction de l'évolution des prix à la consommation hors tabac ;
- la suppression de toute péréquation indiciaire au profit des retraités dans l'hypothèse d'une revalorisation de la grille des actifs appartenant au même corps ;
- la disparition de l'assimilation des pensions lors d'une réforme statutaire appliquée aux actifs. Déjà, la circulaire Sarkozy de 1993, limitant l'article L16 (le plan d'assimilation), avait privé nos collègues retraités, à deux reprises, de toute revalorisation. L'article 16 est aujourd'hui purement et simplement supprimé.

Ces dispositions annulent le principe du traitement continué des fonctionnaires obtenu par nos aînés en 1948.

Plus que la réforme d'un système particulier de retraite et eu égard aux engagements entendus mentionnant que les actuels retraités ne seraient pas concernés, il vaut mieux parler de démolition.

D'autres chantiers vont suivre et, en particulier, celui de l'assurance-maladie dont chacun sait que les comptes sont largement dans le rouge.

Des rapports ont été diligentés par le ministre, notamment le rapport CHADELAT qui suggère des changements profonds. Sur la rive des assurances complémentaires, on se prépare à aborder l'unité " sécurité sociale " avec des envies de privatisation. Si l'on ajoute la remise en cause récurrente de l'allocation personnalisée d'autonomie, l'action engagée par les établissements d'hébergement des personnes âgées pour faire face à des dépenses structurelles qui ne peuvent plus attendre, la perte de pouvoir d'achat des pensionnés avoisinant 2% en année pleine, la menace d'une forte diminution du nombre des fonctionnaires, tout cela sur fond de situation économique dégradée (croissance, emploi, comptes publics…), il y a fort à parier que l'automne sera aussi chaud que… le printemps.

C'est donc avec détermination, tous au sein du SI.EN, avec l'appui de l'UNSA, que nous devrons nous mobiliser pour combattre la morgue de ceux qui nous ont mal (re)traités et s'interposer sur les chantiers où, dès septembre, nous allons assister à une nouvelle campagne de démolition.

*Le 9 juillet 2003*

*Jean-Claude QUEMIN*
*Représentant des Retraités*
*au Bureau National*

# Pourquoi se syndiquer au SI.EN-UNSA Education quand on est IA-IPR ?

Tout d'abord, et c'est le cas de nombreux collègues qui ont été IEN, par fidélité à leur organisation syndicale. Qu'ils aient accédé à leur nouveau statut par concours ou qu'ils aient été intégrés par liste d'aptitude, nombre d'entre eux continuent à se reconnaître dans les valeurs défendues par notre organisation. Malgré les appels du pied d'autres syndicats, ils persistent à faire confiance en leur syndicat, et nous les en remercions !

Cet attachement n'est pourtant pas qu'affectif : il résulte surtout de ce que le SI.EN est le seul syndicat à mettre en avant ce qui rapproche les inspecteurs que ce qui différencie les spécialités des uns ou des autres. **Cet attachement à l'identification des inspecteurs par la mise en exergue de leurs missions communes, quels que soient les niveaux du système éducatif ou les spécialités dans lesquels ils interviennent, est bien ce qui fait la spécificité de notre syndicat.**

Cadres du système éducatif, il est légitime pour tous les inspecteurs de se rassembler au sein de la fédération majoritaire pour les cadres. C'est pour cette raison que nous nous retrouvons, avec le SNPDEN pour les chefs d'établissement et avec A&I pour les CASU, au sein de l'UNSA-Education. **Adhérer au SI.EN, c'est donc aussi se fédérer, avec tous les cadres du système éducatif**, pour évoquer ensemble nos orientations et nos priorités. Ces échanges fructueux nous enrichissent mutuellement sans affecter si peu que ce soit les spécificités liées à nos responsabilités particulières.

Adhérer au SI.EN n'est pas se fondre dans le moule confortable mais sclérosant d'une conformité de pensée, c'est au contraire entrer dans un espace de libre parole au sein duquel chacun peut exprimer librement son point de vue et ses idées. Nous restons persuadés que c'est dans la transparence et la liberté d'expression que se construit la légitimité syndicale. Notre site est une des matérialisations les plus évidentes de cette orientation.

Rejoindre le SI.EN, c'est aussi accéder à tous les services d'information et de défense des personnels auquel tout syndiqué a droit. Notre siège est accessible en permanence par téléphone. Les méls sont aussi un moyen de communication moderne et rapide que nous nous efforçons de développer. Notre objectif est de répondre le plus vite et le mieux possible à toutes les questions que nous posent nos adhérents.

Si comme nous vous pensez que l'affirmation d'une ressemblance n'est pas la négation de particularités, si vous en avez assez de ceux qui n'ont pour tout programme qu'un repli identitaire frileux, si vous avez envie de vous exprimer librement au sein de votre syndicat et d'échanger avec d'autres cadres fédérés au sein de l'UNSA-Education, alors n'hésitez plus : **adhérez au SI.EN, le syndicat de tous les inspecteurs !**

*Patrick ROUMAGNAC*

# Salaires au 1er décembre 2002 - en Euros

| Ech | Ind. | Traitement brut | Retenues (zone 3) | | | | | Salaire net (zone 3) | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Retraite | MGEN | CSG + CRDS + CS (9 %) | | | | | |
| | | | 7,85% | 2,50% | CCPD | ET-IO | IA-IPR | **CCPD** | **ET-IO** | **IA-IPR** |
| **IEN Classe normale** | | | | | | | | | | |
| 1 | 367 | 1 605,42 | 126,03 | 40,14 | 165,44 | 178,85 | | **1606,81** | **1749,34** | |
| 2 | 398 | 1 741,03 | 136,67 | 43,53 | 177,00 | 190,41 | | **1716,82** | **1859,36** | |
| 3 | 438 | 1 916,01 | 150,41 | 47,90 | 191,91 | 205,32 | | **1858,78** | **2001,32** | |
| 4 | 491 | 2 147,85 | 168,61 | 53,70 | 211,67 | 225,08 | | **2046,87** | **2189,41** | |
| 5 | 549 | 2 401,57 | 188,52 | 60,04 | 233,29 | 246,70 | | **2252,71** | **2395,25** | |
| 6 | 618 | 2 703,40 | 212,22 | 67,59 | 259,01 | 272,42 | | **2497,58** | **2640,12** | |
| 7 | 657 | 2 874,01 | 225,61 | 71,85 | 273,55 | 286,96 | | **2635,99** | **2778,53** | |
| 8 | 710 | 3 105,85 | 243,81 | 77,65 | 293,30 | 306,71 | | **2824,09** | **2966,62** | |
| 9 | 733 | 3 206,47 | 251,71 | 80,16 | 301,88 | 315,29 | | **2905,71** | **3048,25** | |
| **IA-IPR / IEN Hors classe** | | | | | | | | | | |
| 3/4 | 678 | 2 965,87 | 232,82 | 74,15 | 281,37 | 294,79 | 302,25 | **2710,52** | **2853,06** | **2932,35** |
| 4/5 | 733 | 3 206,47 | 251,71 | 80,16 | 301,88 | 315,29 | 322,75 | **2905,71** | **3048,25** | **3127,54** |
| 5/6 | 782 | 3 420,81 | 268,53 | 85,52 | 320,14 | 333,55 | 341,01 | **3079,61** | **3222,15** | **3301,44** |
| 6/7 | 820 | 3 587,04 | 281,58 | 89,68 | 334,31 | 347,72 | 355,18 | **3214,47** | **3357,00** | **3436,29** |
| A1 | 880 | 3 849,51 | 302,19 | 92,00 | 356,67 | 370,08 | 377,55 | **3431,64** | **3574,18** | **3653,47** |
| A2 | 915 | 4 002,61 | 314,21 | 92,00 | 369,72 | 383,13 | 390,59 | **3559,68** | **3702,22** | **3781,51** |
| A3/B1 | 962 | 4 208,21 | 330,34 | 92,00 | 387,24 | 400,65 | 408,11 | **3731,62** | **3874,16** | **3953,45** |
| B2 | 1003 | 4 387,56 | 344,42 | 92,00 | | | 423,40 | | | **4103,44** |
| B3 | 1057 | 4 623,78 | 362,97 | 92,00 | | | 443,53 | | | **4300,98** |

Les chiffres indiqués ici sont calculés sans tenir compte de l'indemnité de résidence (3% en zone 1 et 1% en zone 2) ni des majorations et bonifications familiales.

Cette grille tient compte des modifications intervenues depuis janvier 1998 où la retenue de sécurité sociale a été remplacée par une CSG à 7,5% comprenant une part déductible du revenu imposable (5,1%) et une part non déductible (2,4%).

La CSG s'applique à 95% de l'ensemble des rémunérations (traitement brut, indemnités, émoluments, salaires, allocations, pensions, y compris les majorations et bonifications pour enfants, à l'exception des allocations familiales).

La CRDS (contribution pour le remboursement de la dette sociale) s'applique dans les mêmes conditions que la CSG à l'ensemble des rémunérations, allocations familiales comprises au taux de 0,5%.

La contribution de solidarité de 1% s'applique à la rémunération mensuelle nette (rémunération mensuelle brute augmentée de l'indemnité de résidence et des primes et diminuée des prélèvements pour pension).

La comparaison des salaires nets devrait aussi tenir compte en partie de l'IFT (268,43 euros) versée aux Inspecteurs CCPD

**Frais de déplacement**

Arrêté du 20 septembre 2001

Repas : 15,25 € (au 1er juin 2002)
Nuitée : 53,36 € (Paris) - 38,11 € (Province)

Indemnités kilométriques (au 1er février 2001)

| | <2000 | 2001-10000 | >10000 |
|---|---|---|---|
| 5 CV ou - | 0,21 € | 0,25 € | 0,14 € |
| 6 ou 7 CV | 0,26 € | 0,31 € | 0,19 € |
| 8 CV ou + | 0,29 € | 0,35 € | 0,21 € |

Le taux de l'indemnité forfaitaire de déplacement dans le département attribuée en application de l'article 9 du décret du 28 mai 1990 susvisé est fixé à 29,28 € (donc le taux mensuel de l'Indemnité Forfaitaire de Tournée - dite des 110 journées - est de 268,43 €).

# Indemnités au 1er décembre 2002 - en Euros

Lettre ministérielle du 10 décembre 2002

| Indemnité | Montant | Texte de référence |
|---|---|---|
| Indemnité de charge administratives | | Décret n° 90-427 du 22/5/90 |
| IA-DSDEN 1ère catégorie | 12 251,88 € | |
| IA-DSDEN 2ème catégorie | 9 870,48 € | |
| IA-DSDEN 3ème catégorie | 8 946,00 € | |
| IA adjoints, Inspecteurs de l'académie de Paris, DAET, DAFCO, CSAIO | 7 814,76 € | |
| IA-IPR | 6 908,28 € | |
| IEN-ET et IEN-IO | 5 867,28 € | |
| IEN-CCPD | 2 875,56 € | |
| Indemnité de circonscription (IEN-CCPD) | 1 120,32 € | Décret n° 90-428 du 22/5/90 |
| Indemnité de coordonnateur (IEN adjoint IA) | 730,20 € | Décret n° 91-228 du 27/2/91 |

Solidarité Laïque

Du 2 septembre au 15 novembre prochains, Solidarité Laïque et CAMIF Solidarité, avec le soutien de la MAIF, organisent la troisième édition de la rentrée solidaire " Un cahier, un crayon " pour les enfants d'Afrique de l'Ouest.

Les enfants, les enseignants, les parents sont invités à collecter du matériel scolaire neuf (cahiers, crayons, stylos…) qui sera ensuite distribué par les associations partenaires de Solidarité Laïque au Mali, au Burkina Faso et au Sénégal.

Dans ces trois pays d'Afrique de l'Ouest, l'accès à l'éducation n'est pas garanti pour tous les enfants. Les filles en sont les premières exclues.

Ceux qui ont cependant la chance d'aller à l'école étudient dans des conditions précaires, parfois dans des classes vétustes, sans mobilier, sans matériel pédagogique…

Solidarité Laïque et CAMIF Solidarité s'engagent également, pour cette nouvelle rentrée solidaire, à acheter sur place des cahiers et des crayons renforçant ainsi l'économie locale de ces pays, où il existe des circuits de diffusion de fournitures scolaires.

Au-delà de l'acte de générosité, " Un cahier, un crayon " pour les enfants d'Afrique de l'Ouest est aussi l'occasion pour les enseignants et leurs élèves, de donner à cette initiative un réel sens pédagogique par des activités d'éducation au développement et à la solidarité en classe.

En 2002, la collecte au profit des enfants d'Afghanistan avait rencontré un grand succès : 80 m3 de fournitures scolaires ont été distribués sur le terrain.

En 2003, les participants peuvent soutenir ce programme d'aide au développement :

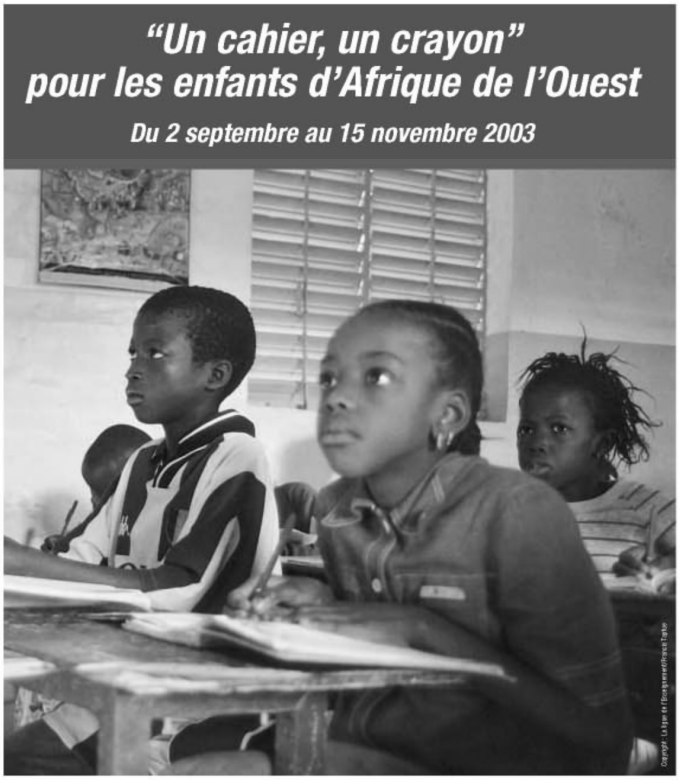
- en déposant leur matériel scolaire neuf au magasin CAMIF ou à la délégation MAIF la plus proche de leur domicile,
- en envoyant directement leur colis au siège national de la CAMIF,
- en versant un don déductible des impôts (un reçu fiscal sera envoyé à chaque donateur) pour permettre l'achat du matériel scolaire sur place et ainsi renforcer l'économie locale.

Les organisations membres de Solidarité Laïque : ADFE - ADOSEN - ALEFPA - ANATEEP - ANCE - APAJH - ARTS ET VIE - BFM - CAMIF - CASDEN-BP - CEMEA - CGT-FO - CIEPEP - CME - CNAFAL - COOPERATIVE ATHENEE - CUC - DDEN - EEDF - ENTRAIDE UNIVERSITAIRE - ETUDIANTS DU MONDE - FAS/USU - FCPE - FNCMR - FGR-FP - FOEVEN - FSU - GCU - GLMF - GLMU - GODF - GREF - JPA - LES FRANCAS - LES PEP - LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT - LMDE - MAC - MAE - MAIF - MAISON DES UNIVERSITAIRES - MGEN - MLF - MOCEN - NLU - OCCE - PREVENTION MAIF - SADEL - SGEN-CFDT - SE- UNSA - SI.EN UNSA EDUCATION - SNUIPP - SUDEL - UFJ - UNSA EDUCATION - UNSA

**" Un cahier, un crayon "**
**Solidarité Laïque**
**Tél : 01 45 35 13 13**

**E-mail :**
**uncahier.uncrayon@solidarite-laique.asso.fr**

**Site internet :**
**www.solidarite-laique.asso.fr**
(un dossier pédagogique sera
en ligne à partir du 1er septembre)




**Une rentrée solidaire**

CAMIF SOLIDARITE — Solidarité Laïque un monde plus juste — Avec le soutien de la MAIF

Solidarité Laïque : 22 rue Corvisart - 75013 PARIS - Tél. 01 45 35 13 13 - Fax 01 45 35 47 47 - www.solidarite-laique.asso.fr

**Cette fiche d'adhésion ainsi que le montant de la cotisation (chèque libellé à l'ordre du SI.EN-UNSA Education) sont à retourner à votre responsable local.**

S'il est souhaitable de payer en une seule fois, vous pouvez cependant vous acquitter de votre cotisation en deux fois : dans ce cas, joindre deux chèques, le premier sera encaissé immédiatement, le second le sera le 15 février 2004. Cette disposition permettra à tous de recevoir l'attestation du Syndicat dans les délais prescrits, et donc de bénéficier de la réduction d'impôt pour 2003.

**Collègues isolés : envoyer cette fiche et votre cotisation 23 rue Lalande 75014 PARIS**

SI·EN UNSA Education

23 rue Lalande - 75014 PARIS

Année scolaire 2003-2004

# Bulletin d'adhésion

## Situation personnelle

**NOM :** ..... **Prénom :** ..... né(e) le :
Adresse :
.....
Code postal : ..... Ville : ..... Téléphone : .....

Adresse électronique : afin d'éviter toute erreur de saisie, veuillez communiquer votre mél par message électronique à sien@unsa-education.org en demandant votre mot de passe.

## Situation professionnelle

Académie : ..... N° du département : ..... (1D, IO, retraités)

Circonscription et/ou Spécialité : .....
Adresse :
.....
Code postal : ..... Ville : ..... Téléphone : .....

☐ IEN ☐ IA-IPR ☐ CCPD ☐ ET-EG ☐ IO Autre fonction : .....
☐ Titulaire ☐ Stagiaire ☐ Chargé de mission ou faisant-fonction
☐ Actif ☐ Retraité ☐ CFA ☐ CPA

☐ Cl. normale ☐ Hors classe Echelon : ..... Date de promotion : .....

Année de recrutement : ..... ☐ Concours ☐ Liste d'aptitude

Année de nomination au poste actuel : ..... RNE du poste (1D) : .....

## Cotisation

Montant de la cotisation annuelle versée par l'adhérent : ..... €

Mode de paiement : ☐ Cotisation entière ☐ Paiement fractionné
En cas de paiement fractionné, joindre **impérativement** les deux chèques.

**Attention, rappel des modalités de gestion :**
- Le responsable local adressera au secrétariat national l'ensemble des fiches et des chèques des adhérents
- Le trésorier national reversera à chaque trésorier académique la part locale de 6% sur la base des cotisations reçues à la date du 15 décembre

J'adhère au SI.EN-UNSA Education, date et signature : .....

Les informations recueillies ne sont destinées qu'au fichier syndical. Elles peuvent donner lieu à l'exercie du droit d'accès, conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

*IPR-IA et IEN-ET : J'autorise la publication de mon adresse personnelle dans l'annuaire des corps d'inspection (dans le cas contraire barrer cette mention),*
date et signature : .....

## RÉDUCTION D'IMPÔT

**50 %**
**de la cotisation syndicale**

Exemple : 196 € de cotisation = 98 € d'impôt en moins

**IEN CLASSE NORMALE**

| | |
|---|---|
| 1er éch (367) | 97 € |
| 2è éch (398) | 105 € |
| 3è éch (438) | 116 € |
| 4è éch (491) | 129 € |
| 5è éch (549) | 145 € |
| 6è éch (618) | 165 € |
| 7è éch (657) | 175 € |
| 8è éch (710) | 189 € |
| 9è éch (733) | 196 € |

**IEN HORS CLASSE et IPR-IA**

| | |
|---|---|
| 4è (3è) éch (678) | 181 € |
| 5è (4è) éch (733) | 196 € |
| 6è (5è) éch (782) | 208 € |
| 7è (6è) éch (820) | 219 € |
| A1 | 234 € |
| A2 | 244 € |
| A3/B1 | 257 € |
| B2 | 268 € |
| B3 | 276 € |

**CPA - CFA :**
75 % du montant de la cotisation

| | | |
|---|---|---|
| **Retraité** : | (731-733) | 89 € |
| | (780-782) | 97 € |
| | (818-820) | 105 € |
| | (A) | 113 € |
| | (B) | 129 € |
| **Stagiaire** : | | 97 € |
| **Chargé de mission** : | | 97 € |

**Pas d'augmentation des cotisations en 2003-2004**